ISRAËL ET L’OTAN: L’UTILISATION MUTUELLE

[**Issue Number 72 - April 2010**](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/72-d)

**Israël et l’OTAN: l’utilisation mutuelle**
Préparé par: Prof. Michel Nehme
Chercheur

**La   majorité  des Israéliens croient que**

 l’OTAN (Organisation du traité de l’Atlantique du Nord) renforcerait la sécurité d’Israël ainsi que la puissance stratégique de l’OTAN. Contre toute attente, les arabes n’ont pas réagi à la volonté d’Israël d’adhérer à l’OTAN. De même, ils n’ont pas tenté de bloquer l’implantation ni d’effectuer une quelconque démarche pour faire face à ses conséquences.

Israël et l’OTAN se sont rapprochés au cours des dix dernières années. En 2000, l’OTAN a élargi le cercle de son Dialogue méditerranéen regroupant alors sept pays du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord, à savoir l’Égypte, Israël, l’Algérie, la Jordanie, le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie.

En 2004, les pourparlers entre l’OTAN et les pays de la Méditerranée se sont achevés sous le titre de Partenariat pour la paix. Six nouveaux pays ont été inclus dans le nouveau dialogue: le Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, l’Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Israël, en particulier, était désireux d’utiliser toutes les opportunités que le partenariat pour la paix avait à offrir.

Le 24 Février 2005, M. Jaap de Hoop Scheffer, est le premier secrétaire général de l’OTAN à effectuer une visite en Israël. Dans le mois suivant, l’OTAN et Israël ont tenu leur première action militaire conjointe dans la mer Rouge. Quelques semaines plus tard, une flotte de six navires de l’OTAN s’est dirigée vers le port israélien d’Eilat. Israël (et la Jordanie) ont également participé pour la première fois à la formation militaire conjointe qui s’est tenue au sein du programme de Partenariat pour la paix en Macédoine ex-Yougoslavie en Février 2005.

Selon le quotidien militaire britannique Jane’s, la «position géopolitique» d’Israël vis-à-vis de l’OTAN lui permet d’acquérir une base étrangère pour défendre l’Occident, tandis que sa force économique et militaire a renforcé la sécurité et le potentiel économique du pays «hôte».

En Juin 2005, Israël a participé à des manœuvres sous-marines au large des côtes de Tarente en Italie. À l’époque, des sources américaines ont déclaré qu’Israël cherche à élargir le cadre effectif «de son alliance stratégique» avec l’OTAN visant une adhésion complète dans l’Alliance. Les forces terrestres israéliennes ont également pris part à l’entraînement de l’OTAN pour une durée de deux semaines et demie en Ukraine. En 2006, Israël a affirmé vouloir participer à «des efforts actifs opérationnels» menés par l’OTAN pour «affronter le terrorisme».

Deux mois après la fin de la guerre de 2006 au Liban, un séminaire sur les relations entre l’OTAN et Israël a eu lieu à Herzliya. La ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni, a déclaré qu’Israël aurait certes préféré que l’OTAN «se charge du travail d’Israël au Liban». Elle a ajouté qu’Israël a voulu adopter certaines initiatives régionales et locales propres à l’OTAN. Le Secrétaire Général adjoint de l’OTAN Alessandro Risso a répondu en précisant que la nomination d’un officier israélien de liaison au siège de l’OTAN à Naples était un signe de la coopération «vitale» entre l’OTAN et Israël.
À la fin de l’année 2006, Israël a obtenu un accord de «partenariat» avec l’OTAN. Cet accord est d’autant plus important que tout autre avec un pays non-européen. Pourtant, de nombreuses parties ont appelé à l’adhésion complète d’Israël dans l’OTAN.

Un politologue russe, Edouard Sorokin, a averti que Washington se servait de l’adhésion éventuelle d’Israël à l’OTAN comme moyen de pression sur les pays arabes afin de les garder sous leur contrôle. Selon la Charte de l’OTAN, toute attaque contre un pays membre de l’OTAN est considérée comme une attaque contre tous les autres pays membres. «Dans cette même perspective, tout futur conflit entre Israël et ses voisins pourrait déclencher un conflit régional plus vaste et, éventuellement, une guerre mondiale», Sorokin de conclure.

Le Jerusalem Post a indiqué pour sa part que des liens plus étroits entre Israël et l’OTAN seront cruciaux dans le cas d’une quelconque «confrontation avec l’Iran». En fait, M. Netanyahu a voulu l’adhésion d’Israël à l’OTAN avant même son entrée en fonction pour une deuxième fois comme premier ministre. Depuis, il en a fait une pièce maîtresse dans sa politique.

Avant le déclenchement de l’offensive de Gaza, l’OTAN échangeait déjà des renseignements avec Israël concernant la sécurité ainsi que l’organisation d’entraînements militaires. Israël et l’OTAN ont également collaboré à des programmes sur la non prolifération des armes. L’ancien président de l’OTAN Scheffer, s’est d’ailleurs rendu en Israël lors de l’offensive contre Gaza. Les responsables de l’OTAN se sont alors entendus sur le fait que la coopération avec Israël leur était essentielle.

Les chercheurs en relations internationales sont bien conscients de la coopération OTAN-Israël. Mais on ne sait encore ce que les dirigeants arabes ont l’intention de faire. Du point de vue Israélien, la coopération entre Israël et l’OTAN devrait être fondée sur deux piliers: les relations bilatérales et la coopération régionale. Les relations bilatérales ont été en outre habilitées par la toute récente signature du PIC (Programme de Coopération Individuelle) entre Israël et l’OTAN. Les efforts d’Israël pour renforcer les relations avec l’OTAN font partie de sa politique étrangère dans le but de consolider la diplomatie multilatérale d’Israël.

L’ancienne ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni a déclaré lors d’une conférence sur les mutations au sein de l’OTAN concernant le dialogue méditerranéen, les relations OTAN-Israël en Octobre 2006: «Nous espérons qu’une vaste alliance internationale servira à nos menaces stratégiques, et conduire à un monde et un avenir meilleurs pour nous tous».

**Se joindre à l’OTAN n’est qu’un vœu pieux**

Pour Israël, l’adhésion à l’OTAN n’est qu’un vœu pieux: l’alliance n’a aucune raison d’accepter la charge de la protection de l’État hébreux, qui est menacé, ou au moins détesté par tous les pays arabes. Une adhésion à l’OTAN, tandis qu’Israël demeure toujours en guerre avec la Syrie, est juridiquement problématique, car elle peut attirer l’Alliance dans une guerre de grande envergure sur ce qui est à toutes fins internationales un différend mineur. L’absence de frontières internationalement reconnues, acceptées par ses voisins est un tout autre obstacle juridique à Israël pour rejoindre l’OTAN.

Dans tout conflit, Israël serait jugée coupable par rapport aux normes de l’OTAN. En 1967, il a amorcé une guerre. En 1973, Israël a subi l’attaque égyptienne uniquement parce qu’il a illégalement occupé le Sinaï égyptien. En 1982, l’état hébreux se donne le droit d’envahir un pays souverain par des actes criminels en provenance même de son territoire. Il affronte alors un problème majeur (bien que les États-Unis aient fait exactement cela avec le Mexique en 1845).

Les attaques de roquettes sur Sderot sont, en vertu du droit international, une résistance légitime contre le blocage illégal par Israël des passages frontaliers. La guerre d’Israël avec la Syrie sert alors à mettre fin à son annexion illégale des hauteurs du Golan. L’attaque d’Israël sur l’Iran, si cela se produit, serait une violation flagrante de la Charte des Nations unies parce que l’Iran, signataire du TNP, a droit à son programme nucléaire.

Prenons comme exemple la situation de 1967. L’Égypte déplace son armée dans le Sinaï, mais ne franchit pas la frontière israélienne. La Syrie, quant à elle, se mobilise sur ses frontières, mais ne se décide toujours pas à envahir Israël. Mais après une éventuelle attaque, il pourrait être trop tard pour réclamer l’aide de l’OTAN, avec Israël qui a une défense minime. Donc l’aide de l’OTAN pourrait ne pas être utile.

Israël fait face à des menaces spécifiques qui n’aboutiront pas au soutien de l’OTAN. Les actes de terrorisme, aussi grand soient-ils, ne sont pas ceux de la guerre. Même les bombardements contre Israël par le gouvernement de la bande de Gaza dépasse de loin la définition stricte de ce qu’est la guerre. Les Européens trouveront toujours une excuse aux combattants arabes de la liberté pour prouver qu’ils ne font que réagir à des violations de la paix par Israël, telles que l’obstruction des passages frontaliers.
L’OTAN peut contenir toute l’aide à venir en Israël en provenance des États-Unis, pays membre de l’OTAN. Les Etats-Unis n’ont probablement pas droit à aider Israël malgré la politique officielle de l’OTAN dans une situation donnée. En outre, une fois que l’OTAN assume la responsabilité nominale pour la survie d’Israël, les Etats-Unis peuvent alors renoncer à leur responsabilité assumée.

En tout état de crise préliminaire à la guerre, l’OTAN exerce une pression sur Israël plutôt que sur les Arabes. En premier lieu, l’OTAN va pousser Israël à s’abstenir d’agression, parce qu’un membre de l’OTAN n’est pas censé entreprendre une guerre. Ensuite, l’OTAN a un intérêt énorme pour éviter la guerre avec les Arabes qui sont d’ailleurs rigides. L’OTAN ferait alors pression sur Israël pour accepter les conditions des Arabes. Mais ces concessions sont une politique inhérente à des alliances de défense mutuelle: finalement, personne ne compte défendre quelqu’un qui n’adhère pas à l’Alliance afin de recevoir une protection. Ainsi, la Grande-Bretagne et la France dans la Seconde Guerre mondiale n’ont pas seulement accepté l’ultimatum de l’Allemagne mais ils ont également menacé la Tchécoslovaquie de combattre aux côtés des Allemands.

La crédibilité de l’OTAN comme garant ne peut être meilleure que celle des Américains, qui est déjà très faible. Suite à la guerre de 1956, Eisenhower a incité Israël à se retirer du Sinaï en lui promettant l’appui américain si l’Egypte n’accepte pas de bloquer le canal de Tiran. Lorsque l’état egyptien a fait exactement cela dix ans plus tard, les États-Unis n’ont pas augmenté la pression militaire sur ce pays, mais bien au contraire, ils ont établi des plans opérationnels afin de faire débarquer des troupes américaines dans le Sinaï, l’appuyant contre Israël. L’OTAN est déjà paralysé. Il a omis d’agir de manière cohérente en Yougoslavie, en Afghanistan et en Irak. De nombreux pays ayant divers intérêts ont été admis, certains peuvent bloquer les Arabes, d’autres craignent la présence pro-arabe en Russie.

**Stratégie de l’OTAN contre le terrorisme**

L’OTAN et ses alliés ont commencé à prendre le terrorisme au sérieux après les attaques du 11 Septembre. Cet évènement a transformé le terrorisme en un grave problème de sécurité internationale. L’OTAN a commencé à croire que la défaite du terrorisme est un engagement militaire aussi bien que politique et économique. Des mesures de répression sont nécessaires.

D’autre part, il existe une autre menace qui est la prolifération des armes de destruction massive (ADM). L’objectif de l’Alliance est d’empêcher la prolifération de ces armes. l’OTAN s’est penché sur cette menace au milieu d’un environnement complexe et problématique défavorable à la sécurité internationale. Israël a besoin de l’OTAN dans la mesure où l’alliance européenne est pressée de coopérer avec Israël afin de trouver une solution globale au Proche-Orient. «Si Israël veut aller de l’avant et compte remettre la moitié de son territoire historique aux Arabes palestiniens, il aura alors urgemment besoin de l’OTAN pour que l’État hébreux ne soit pas envahi et détruit», ces propos furent publiée selon un article paru dans le Jerusalem Post le 9 décembre 2007.

L’article suivant «la ministre des Affaires étrangères: Israël a besoin de l’OTAN pour garantir la survie de l’État hébreux», explique comment l’Etat juif a toujours voulu faire en sorte de ne pas mettre en péril sa sécurité et son avenir, comme l’a dit l’ancienne ministre israelienne des Affaires étrangères Tzipi Livni.

Si Israël a besoin de l’alliance pour protéger sa sécurité, l’Alliance pour sa part a-t-elle réellement besoin d’Israël pour améliorer son rôle au Proche-Orient? L’OTAN peut jouer un rôle important dans la stabilisation du conflit israélo-palestinien, d’équilibrer la balance de pouvoir entre les parties concernées tant dans les diverses zones palestiniennes qu’entre Arabes et Israéliens ayant différentes tendances politiques. L’UE soutient l’approche historique des états-Unis qui accorde son appui aux exigences de la sécurité israélienne,  dans le cadre du processus de paix.

**La Politique européenne de sécurité**

«La sécurité de l’Europe est grandement affectée par la sécurité en Méditerranée». Ceci est un communiqué diffusé par l’OTAN et adressé aux chefs d’états et de gouvernements, lors d’un sommet dans la capitale belge, Bruxelles en janvier 1994. Donc, l’OTAN a décidé de réaliser un nouveau projet au Moyen-Orient, où Israël a été le premier pays non européen de l’OTAN à se prononcer à travers le Dialogue méditerranéen. Le renforcement de la présence de l’OTAN en Méditerranée a permis à l’alliance de renforcer son programme de coopération de sécurité avec sept pays de la région méditerranéenne: l’Algérie, l’Égypte, Israël, la Jordanie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie.
L’idée de l’initiative méditerranéenne de l’OTAN a découlé d’une alliance du temps de la guerre froide, cherchant dans la partie sud de nouveaux ennemis, des menaces et des défis pour la sécurité afin de relancer sa pertinence.

Selon les érudits réalistes dans le domaine académiques des relations internationales, la politique régionale d’Israël sera responsable d’un système d’équilibre régional; c’était un état membre de l’OTAN qui a donné aux sionistes le droit de créer un État-nation en Palestine, alors qu’un autre état membre de l’OTAN a accepté d’aider Israël à être le premier et le seul détenteur de l’arme nucléaire au Moyen-Orient, au moment où un troisième état membre de l’Alliance atlantique a garanti la sécurité d’Israël au cours des cinq dernières décennies.

Du point de vue réaliste, il n’est pas surprenant que l’Assemblée Générale de novembre 1947 ait pris la décision de diviser la Palestine en vertu de la résolution 181, ce qui a déstabilisé  encore plus la complexité du système régional au Moyen-Orient.

Toujours du point de vue réaliste, le monde est constitué d’unités indépendantes politiques intitulées États, dont la sécurité nationale est la question principale. Pour Israël, sa sécurité nationale est primordiale puisqu’il est situé dans la région du Moyen-Orient, entouré d’une part par les pays arabes qui le considèrent comme leur ennemi, et d’autre part par l’Iran, le pays islamique ayant des ambitions nucléaires. Israël à contrecœur et sous la pression a alors décidé de coopérer avec la communauté internationale, pour apporter la stabilité et la sécurité au Moyen-Orient. Ceci est un test pour le succès de l’approche multilatérale. Israël a tranché en faveur de la voie internationale, dans le cadre de sa politique étrangère plus large visant à renforcer sa diplomatie multilatérale. La politique étrangère d’Israël conçue en réaction à la peur s’est voulue être beaucoup plus engagée vis à vis des institutions internationales de l’Occident et de la politique au niveau international. Pour assurer sa sécurité, Israël estime que la coopération avec l’OTAN est essentielle pour bénéficier de son appui, même n’étant pas dans l’alliance. Grâce à la coopération avec l’Alliance atlantique, Israël a une préoccupation stratégique sur la façon de survivre, car il estime que la coopération avec l’OTAN est une composante majeure de la légitimité. Les réalistes affirment qu’Israël lutte pour des relations parfaites avec l’alliance de l’OTAN afin de faire face à des menaces (le monde arabe d’une part et l’Iran d’autre part) ou pour réaliser des bénéfices grâce à la reconnaissance internationale.

Du point de vue théorique, la tendance de base du système international est régionale. L’équilibre global du pouvoir crée un système relativement stable.

La superficie d’Israël est relativement réduite en comparaison aux pays arabes, mais, depuis sa fondation à la fin des années 40, il fixa comme objectif principal la défense de son territoire afin  d’assurer son existence  et  la sécurité de ses citoyens. La stratégie israélienne de sécurité nationale est fondée sur la formule selon laquelle Israël ne peut pas se permettre de perdre une seule guerre. Il s’est avéré jusqu’à présent que servir l’armée d’Israël vient en premier.

**La balance du pouvoir et le dilemme de la sécurité**

Depuis que le concept d’un monde unifié est devenu idéaliste, l’anarchie peut mieux décrire l’état actuel de la politique internationale. Selon les réalistes, quand on parle de l’équilibre du pouvoir dans l’établissement de la sécurité au milieu de l’anarchie, la première idée qui vient à l’esprit est que l’équilibre des pouvoirs et la sécurité sont les résultatantes d’une anarchie environnementale internationale qui a besoin d’être stabilisée. Les États membres visent à améliorer leur sécurité en augmentant les dépenses militaires, étant donné que la suprématie militaire sera vite dépassée par l’édification d’autres efforts de suivi, le rééquilibrage constant de pouvoir est un ordre continu de super pouvoirs.

Si certains États se sont alliés dans une tentative de promouvoir leurs intérêts communs, il est alors normal que d’autres États, en observant ce développement, et craignant qu’ils pourraient être les victimes potentielles de cette alliance, s’entendent pour former une contre-alliance.

Les Intérêts de l’OTAN et d’Israël sont conjoints, ainsi que les défis de sécurité commune auxquels ils sont confrontés, comme le dit le Président du Comité militaire, l’amiral Giampaolo Di Paola et dans l’article «Contenir l’Iran: adhérer Israël à l’OTAN», publié dans le Washington Post en février 2006, le meilleur moyen pour Israël d’obtenir une sécurité supplémentaire consiste à renforcer ses relations avec l’Alliance atlantique. C’est ce que dit aussi l’ancienne ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni, qui estime que l’alliance entre l’OTAN et Israël est plus que naturelle. «Israël et l’OTAN partagent une vision stratégique commune. La position d’Israël est basée plus que jamais sur le partenariat euro-atlantique. À bien des égards, Israël est en première ligne pour défendre notre mode de vie commun». Cela est dit, lors d’un séminaire sur les changements effectués au sein de l’OTAN, le Dialogue méditerranéen et les relations israéliennes avec l’OTAN le 24 octobre 2006.

En ce qui concerne l’Iran, et le conflit sur son programme nucléaire, la société internationale veut mettre fin aux ambitions de l’Iran d’avoir une bombe nucléaire, même si l’Iran a déclaré que son programme a uniquement une portée pacifique. L’ancien Premier Ministre espagnol José Maria Aznar estime que l’OTAN doit faire tout son possible pour dissuader Téhéran de devenir nucléaire. Il dit alors que:

«Si l’Iran voit et ressent qu’Israël est une partie intégrante de l’Occident, je pense que nos capacités de dissuasion seront renforcées. Je crois qu’Israël a une protection de l’OTAN qui aura un effet bénéfique. Un isolement progressif d’Israël de l’OTAN augmentera les chances de voir une erreur de calcul d’une certaine sorte arriver, et englobera toutes les parties dans un conflit aux conséquences incalculables».

**L’avenir des relations dans une perspective réaliste**

La situation géopolitique d’Israël pourrait offrir une base externe pour la défense de l’Occident, le statut économique et militaire de l’OTAN pourrait alors fournir à son tour une sécurité accrue et des avantages économiques pour l’État hôte. Dans un environnement en perpétuelle mutation, Israël ne peut bénéficier de la consolidation de ses relations avec une alliance comme celle de l’OTAN, en particulier quand il s’agit de questions de sécurité.
Selon la thèse réaliste, les relations entre Israël et l’OTAN, vont bien au-delà d’une alliance militaire, même si Israël n’est pas membre de l’OTAN pour le moment. Les deux parties ont déjà approuvé un plan de coopération à long terme dans plus de 20 domaines différents. Israël est le premier pays non européen à coopérer avec l’OTAN et à parvenir à un accord bilatéral avec lui.

Dans une recherche menée par «recherche mondiale», les experts ont affirmé que pour l’équilibre régional, les nouveaux rapports de force dans le Golfe font partie d’une alliance plus large au Moyen-Orient liée à l’OTAN. Cette alliance ou coalition représente essentiellement un élargissement du Dialogue méditerranéen de l’OTAN.

 En novembre 2008, le général Gabi Ashkenazi a assisté à une réunion de l’OTAN à Bruxelles dans laquelle il «expose les menaces stratégiques contre Israël et il appelle à une coopération accrue...». Ashkenazi s’est adressé aux chefs d’état-major de l’ensemble des vingt-six Etats membres de l’OTAN à l’époque et a présenté les diverses menaces pour l’État hébreux, les enjeux stratégiques au Moyen-Orient et l’accroissement du terrorisme mondial, ainsi que la nécessité d’une coopération accrue entre Israël et les membres de l’OTAN en vue de faire face aux menaces communes.

Le mois suivant et avec les opérations d’Israël sur la bande de Gaza, l’OTAN a élargi et a renforcé son programme de coopération individuelle avec Israël. L’accord prévoit un échange de renseignements et de connaissances de la sécurité sur différents sujets, une augmentation du nombre de points communs entre Israël et l’OTAN et la coopération dans la lutte contre la prolifération nucléaire. Elle ouvre également la voie à une amélioration de la collaboration dans les domaines de l’armement, la logistique et le lien électronique d’Israël au système de l’OTAN.

La ministre israélienne des Affaires étrangères Livni était présente pour la signature du Traité. Elle a dit en cette occasion: «Les capacités de sécurité d’Israël sont connues et l’on voit la coopération entre Israël et l’organisme de sécurité internationale comme un objectif stratégique qui renforce notre pays». La citation se passe comme telle «Israël est une puissance au sein de l’indice international quand il s’agit de l’armée et ses capacités dans la lutte contre le terrorisme, le monde entier le reconnaît et l’expansion de la coopération entre Israël et l’OTAN, comme il a été dit ce matin est une preuve assez tangible».

Le président de l’Assemblée Générale des Nations Unies à l’époque, du Nicaragua Miguel d’Escoto Brockmann, a critiqué l’offensive comme une violation du droit international et a affirmé, «Gaza est en feu. Elle a été transformée en un enfer de feu». Une semaine et demie après les attentats, une source d’information russe a écrit que «les planificateurs américains souhaitent admettre en provenance du port grec d’Astakos, 3.000 tonnes de munitions au port israélien d’Ashdod». Il convient de signaler d’ailleurs qu’une grande cargaison d’armes, qui comprenait des bombes à guidage laser, est arrivée plus tard.

Au milieu de ces agressions et à sang, le Secrétaire Général de l’OTAN Jaap de Hoop Scheffer, est arrivé à Tel-Aviv pour prononcer un discours au Forum de l’Atlantique, dans lequel il a mis en évidence l’affirmation suivante «Ceci est une nouvelle OTAN ».

Dans cette perspective, le quotidien israélien Haaretz a publié les remarques suivantes prononcées par Scheffer:

«L’OTAN a subi des changements afin de répondre aux défis d’aujourd’hui et de demain. Nous avons conclu des partenariats partout dans le monde, du Japon à l’Australie ainsi qu’avec le Pakistan et, bien sûr, avec les pays importants de la Méditerranée et du Golfe. L’Alliance cherche a projeter la stabilité en Afghanistan, au Kosovo, en Méditerranée (avec le soutien d’Israël), et ailleurs – notamment par la lutte contre les pirates au large des côtes de la Somalie - sans pour autant altérer notre tâche principale de défendre les États membres de l’OTAN et les populations. Enfin, nous cherchons à jouer de nouveaux rôles, aussi bien, dans la sécurité énergétique que dans la défense cybernétique».

Israël a été le premier pays à finaliser avec l’OTAN, en Octobre 2006, un programme très détaillé de coopération individuelle, qui avait été révisé et mis à jour dernièrement. «L’objectif officiel était de protéger Israël des attaques de missiles iraniens, mais la vérité est bien différente. Plus d’un an avant, le Pentagone ainsi que le Commandement européen, dont le commandant militaire le plus haut placé est également le commandant suprême de l’OTAN, a installé une base de bouclier antimissile le radar dans le désert du Neguev en Israël, près le programme nucléaire du pays d’accueil de Dimona. Le Forward américain basé X-Band Radar transportable a une portée de 2900 miles [4300 km], bien plus que ce qui serait nécessaire pour l’Iran, mais suffisant pour couvrir tout l’ouest et une grande partie du sud de la Russie.

120 militaires américains ont été affectés à la base, les premières troupes étrangères à toujours être en poste en Israël. Juniper Cobra est la phase de test pour les déploiements américains mondiaux d’intercepteurs de missiles au Moyen-Orient et au-delà. Les nouveaux plans américains ont été décrits par la Maison Blanche et le Pentagone pour être pleinement intégrés à l’OTAN afin d’englober l’ensemble de l’Europe, et le rôle d’Israël dans les dessins ou modèles est crucial. Les Etats-Unis ont contribué l’automne dernier à des exercices de missiles israéliens «les embarcations américaines sont un bouclier antimissile européen ... mettant en relief dans la ... manœuvre Aegis est, un anti système de missiles américaines marines que l’administration du président Barack Obama prévoit de déployer en Méditerranée orientale, comme la première partie d’un bouclier antimissile pour l’Europe.

Selon le Daily Star, dans un article de différentes opinions des savants juifs, l’idée d’intégrer Israël dans l’Organisation du Traité de l’Atlantique a souvent été abordée comme attraction pour encourager le pays à faire les concessions nécessaires à un règlement de paix arabo-israélien. Et certains dirigeants israéliens dont Avigdor Lieberman, ministre des Affaires étrangères, par exemple - sont convaincus que l’adhésion à l’OTAN aurait un effet dissuasif pour l’Iran.Mais il est hautement improbable que la pleine intégration d’Israël dans l’alliance soit possible du point de vue de l’OTAN. L’organisation ne serait pas heureuse d’appliquer l’article 5 de la Charte de l’OTAN, ce qui obligerait ses membres à lutter en faveur d’Israël s’il était attaqué par l’un de ses nombreux ennemis potentiels dans une région qui est de facto dangereuse. Dans l’ensemble il n’est pas évident que l’adhésion serait dans le meilleur intérêt d’Israël, un pays dont la stratégie de défense a toujours été fondée sur l’autonomie et la liberté de manœuvre en matière de sécurité. L’Alliance tacite d’Israël avec les États-Unis est une alternative plus pratique.

La coopération et le partenariat avec l’OTAN, en tant qu’étape intermédiaire, pourraient aboutir à l’adhésion qui est une autre affaire. Si on exclut la relance du processus de paix au Moyen-Orient et les effets néfastes du conflit israélo-palestinien, l’OTAN et Israël ont été progressivement renforcés leur coopération durant ces dernières années. Cela répond aux intérêts des deux parties.

**Conclusion:**

Pour les Israéliens, la coopération avec l’OTAN est une composante majeure de la légitimité dans ses relations souvent troublées par l’Occident, la coopération au service de ses capacités à travailler dans de nouvelles opérations et à répondre à l’évolution du profil des menaces qu’elle affronte. Telle est l’intérêt de l’OTAN en Israël que Patrick Hardouin, un haut fonctionnaire au Service des affaires politiques et de sécurité dans le Département de la politique de l’alliance de l’OTAN, a rendu explicite en 2006, affirmant que «les hauts et les bas du conflit israélo-palestinien ne doivent pas limiter la coopération d’Israël avec l’OTAN».

Ces dernières années, l’OTAN a connu des changements majeurs à la fois dans son déploiement et ses objectifs. Deux facteurs définissent ces changements: la fin de la Guerre froide, qui a rendu la stratégie défensive de l’OTAN contre l’Union soviétique, obsolète, et les attentats terroristes du 11 Septembre 2001, qui ont changé le profil de l’ennemi et la nature du champ de bataille. Il a aussi changé le théâtre des opérations, obligeant l’OTAN à diverger son attention de l’Europe vers la Méditerranée, le Moyen-Orient et au-delà. L’accent méditerranéen de l’OTAN a été inauguré en 1994 par le biais du Dialogue méditerranéen, qui relie des pays comme l’Égypte, Israël, la Jordanie, le Maroc, la Mauritanie, l’Algérie et la Tunisie dans des pourparlers de sécurité avec l’Alliance. Le dialogue n’était cependant pas exactement un succès édifiant.

L’Initiative de coopération de 2004 d’Istanbul, déclenchée par le traumatisme des attaques du 11 Septembre, présente un potentiel beaucoup plus important, car il transforme les relations de l’OTAN avec des Etats amis au Moyen-Orient de dialogue en partenariat - un niveau comparable à celui du Partenariat pour la paix, programme utilisé pour promouvoir l’Europe centrale et orientale à l’adhésion complète. Dans ce cadre, la coopération multilatérale dans la lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive ont été offertes aux principaux acteurs de la région. L’Initiative prévoit également la promotion des réformes de la défense régionale et l’amélioration de l’interopérabilité entre les forces militaires dans la région. Toutefois, le Dialogue méditerranéen et l’Initiative d’Istanbul souffrent de l’absence d’une culture réelle de la coopération multilatérale en matière de sécurité entre les principaux acteurs régionaux. Le conflit israélo-arabe reste alors un obstacle politique majeur, mais nullement le seul. Le Maroc, l’Algérie et la Libye sont à peine des partenaires pour une telle coopération régionale, ce qui est également le cas pour la plupart des pays arabes du Moyen-Orient.

Il n’est pas surprenant, alors, de tous les états de la région, que c’est Israël qui a établi les liens les plus étroits avec l’OTAN. Cela reflète les avantages que l’OTAN estime pouvoir tirer de l’expérience unique militaire d’Israël. Ce dernier est récemment devenu le premier pays à conclure un programme de coopération individuel avec l’OTAN, à travers laquelle elle mène un dialogue stratégique en cours avec l’Alliance couvrant un large éventail de domaines, y compris le terrorisme, le partage de l’intelligence, la prolifération nucléaire, l’approvisionnement, la logistique et les opérations de sauvetage. Israël a également rejoint le système de contrôle naval de l’OTAN dans la Méditerranée, contribuant à l’opération Active Endeavor en unissant les forces de l’OTAN à patrouiller dans la Méditerranée.

Les deux parties semblent désireuses d’élargir le champ d’application de leur partenariat, l’objectif étant d’atteindre un niveau élevé d’interopérabilité. Récemment, en prévision d’une éventuelle confrontation avec l’Iran, une manœuvre militaire d’envergure - le forage de Juniper Cobra - a été menée pour tester l’intégration d’Israël dans les défenses antimissiles balistiques américaines. Des sources américaines l’ont décrite comme «le système de missiles de défense aérien le plus complet que nous ayons jamais fait n’importe où dans le monde». Ce fut une contribution majeure, disaient-ils, au développement d’un bouclier antimissile de l’OTAN prévue pour l’Europe.

Les nouvelles formes de coopération sont nombreuses, allant de l’intelligence à l’élaboration d’une doctrine de lutte contre la mise à jour du terrorisme (y compris le cyber terrorisme), un domaine pour lequel l’OTAN est un nouveau venu. David Ben-Gourion rêve qu’Israël puisse devenir membre de l’OTAN, fait qui pourrait d’ailleurs ne pas se matérialiser. Mais le partenariat de développement témoigne de la reconnaissance sans équivoque de l’Alliance, qu’Israël manipule sa politique étrangère pour indiquer qu’il partage les défis auxquels fait face l’Occident, et donc il devient de facto un partenaire essentiel dans les réponses à leur disposition.

L’alliance de l’OTAN veut mettre fin au conflit israélo-palestinien et instaurer une paix régionale au sens large. Pour l’OTAN, accepter Israël comme membre avant de parvenir à la paix dans la région serait problématique. Au cas où Israël est simplement accepté dans l’OTAN, sans parvenir à la paix, cela signifie que l’alliance soutient les actes d’Israël, et donc les relations entre l’OTAN et certains pays Arabes risquent de se détériorer.

**Bibliographie**
“NATO’s Transformation, the Mediterranean dialogue, and NATO- Israel Relations”, Institute for Policy and Strategy, IDC Herzliya. October 2006,http://www.nato.int/med-dial/ 2006/registered\_participants\_isr.pdf

Abd alaziz Alaa, “Balance of threat perception and the prospects of NATO Mediterranean Dialogue”, June 2003, http://www.nato.int/meddial/ 2006/registered\_participants isr. pdf

“U.S. official: Turkey’s delay of military exercise is political”, October 2009, http://www.cnn.com/2009 /WORLD/meast/10/14 /turkey.israel.exercises
      -    Bedein David, “NATO Approves Israel’s Inclusion in Naval  Maneuvers.” October 2009, http://thebulletin.us/articles/2009/10/18/ news/world/doc4adad9b8a3a2b531403787.txt.
      -     Van Creveld Martin, “NATO, Israel and peace in the Middle”,  Spring 2005, http://www.nato.int/docu/Review/2005/ issue4/English/ art4.html.
      -     “Operation Active Endeavour”, December 2009, http://www.nato.  int/cps/en/natolive/topics\_7932.htm.
      -    Deakers  Christine, “Amidst Realism and Constructivism: Steps Toward Israeli-Palestinian Peace”, April 2009, http://www.ocf.berkeley. edu/~bpreview/?p=523.
      -    “Israel pushes for major upgrade in relations with NATO.” July 2009, http://english.peopledaily.com.cn /90001/ 9077 /90854 /6695677. html.
      -    “U.S. official: Turkey’s delay of military exercise is political”, October 2009, http://www.cnn.com/2009 /WORLD/meast/10/14/ turkey.israel.exercises.
      -    Goodenough Stan,”FM: Israel needs NATO to secure Jewish State”, December 2007,http://www.jnewswire.com/article/2257. “Chairman of the Military Committee Visits Israel”, Nov 2009
      -    Aznar Jose Maria, http://www.nato.int/ims /news/2009/n091118.html. “Europe’s Response to the Threat of Global Terror”, April 2006, http://www.jcpa.org/JCPA/Templates /ShowPage.asp?DBID=1&LN  GID=1&TMID=111&FID= 382&PID=471&IID=512.
      -    Rozoff Rick, “Israel: Global NATO’s 29th Member”, January, 2010
    http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=17010.

**إسرائيل و"الناتو": الاستفادة المتبادلة**

يعتقد غالبية الإسرائيليين أن "الناتو" (حلف شمالي الأطلسي) سيعزِّز أمن إسرائيل، وكذلك تفعل القوة الاستراتيجية للحلف. على عكس ما كان يُتوَقّع، لم يقم العرب بأية ردة فعل حيال رغبة إسرائيل الانتساب إلى الناتو، ولم يحاولوا عرقلة هذا الأمر ولا القيام بأي خطوة لمواجهة عواقبه.
على مدى السنوات العشر الماضية، حصل تقارب بين إسرائيل و"الناتو". ولما كان الانتساب إلى هذا الحلف أمنية عظيمة لإسرائيل، فهو لا يحق له، بالمقابل، قبول مسؤولية حماية دولة يهودية، مهدَّدة، أو على الأقل مكروهة من كل الدول العربية.
إن انتساب إسرائيل إلى "الناتو"، في الوقت الذي ما تزال فيه في حالة حرب مع سوريا، أمر يثير الجدل على المستوى القانوني لأن من شأنه جرّ الحلف إلى حرب على نطاق واسع، بالإضافة إلى أن غياب حدود معترف بها دولياً لإسرائيل، ويقبل بها جيرانها، هو عائق قانوني آخر في وجهها للانضمام إلى "الناتو".
بالنسبة إلى الإسرائيليين، يشكّل التعاون مع "الناتو" عنصراً أساسياً لشرعية علاقاتها التي غالباً ما تكون مضطربة مع الغرب، كما أن استخدام هذا التعاون في خدمة طاقاتها للعمل في عمليات جديدة والرد على تطور التهديدات التي تواجهها.
إن حلف شمالي الأطلسي يود وضع حد للنزاع الإسرائيلي - الفلسطيني وإحلال سلام إقليمي في معناه الواسع. بالنسبة إلى "الناتو"، إن قبول إسرائيل كعضو قبل التوصل إلى سلام في المنطقة أمر مثير للجدل. وفي حال تمّ قبول إسرائيل كعضو في "الناتو" من دون التوصل إلي سلام، فإن ذلك يعني أن الحلف يدعم سلوك إسرائيل، وبالتالي فإن العلاقات بين "الناتو" وبعض الدول العربية يخشى أن تتدهور.

- See more at: https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/isra%C3%ABl-et-l%E2%80%99otan-l%E2%80%99utilisation-mutuelle#sthash.w1j1Ltk7.dpuf